

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Compilé par Anja Kollmuss et Thomas Schenk. Traduction française avec l'aide de Deepl et Ghjulia Sialelli. N'hésitez pas à faire circuler le Journal du climat. Vous pouvez vous abonner ici <https://bit.ly/Klimazeitung>

Table des matières

Suisse 2

La guerre en Ukraine et la sécurité de l'approvisionnement en gaz et en électricité 2

Vagues de chaleur en Suisse - risques pour la santé et fonte des glaciers 2

L'empreinte carbone de la Suisse sur₂ est 20 à 30 fois plus importante. 3

Initiative pour les glaciers : on continue à peaufiner le contre-projet indirect..... 3

La consommation d'énergie augmente, le développement des installations solaires aussi . 4

Nouvelles idées et projets d'énergie renouvelable 4

Plus de trafic, plus d'émissions et un nouveau départ pour des billets d'avion plus chers 5

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat..... 6

Politique européenne en matière de climat..... 6

La politique climatique européenne et la politique énergétique en contradiction 6

Nouvelle infrastructure gazière en réponse à la guerre en Ukraine..... 7

Les pays de l'UE veulent réduire leur consommation de gaz de 15% pendant l'hiver.. 7

Le gaz et le nucléaire sont les nouveaux verts... 7

Véhicules neufs sans émissions à partir de 2035 8

Plus d'énergie éolienne pour l'Allemagne..... 8

La France se prépare à redémarrer une centrale à charbon 8

La Grande-Bretagne doit concrétiser son plan net zéro 8

La Finlande se fixe l'objectif climatique le plus ambitieux au monde..... 8

Politique climatique américaine 9

La Cour suprême américaine limite le champ d'action de l'Agence de protection de l'environnement 9

Les États-Unis adoptent-ils quand même une loi ambitieuse sur le climat ?..... 9

Du nouveau sur le changement climatique 10

La canicule tient une grande partie du monde en haleine 10

Le méthane réchauffe le climat plus que ce que l'on pensait jusqu'à présent..... 10

L'extraction de matières premières entraîne des coûts élevés 11

Prendre l'avion nuit encore plus au climat..... 11

Le transport de denrées alimentaires fait augmenter les émissions de CO₂..... 11

Moins de cyclones tropicaux, mais les tempêtes les plus violentes s'intensifient..... 11

Le changement climatique conduit à de nouvelles injustices..... 12

Qu'est-ce qu'un bon journalisme climatique ? 12

Suisse

La guerre en Ukraine et la sécurité de l'approvisionnement en gaz et en électricité

Suite à la guerre en Ukraine, le flux de gaz russe vers l'UE a nettement diminué. La Suisse est également touchée, car elle ne dispose pas de ses propres réservoirs de gaz et dépend entièrement des importations, dont les trois quarts se font via l'Allemagne. [Le Conseil fédéral](#) n'exclut donc pas une situation de pénurie pour l'hiver prochain. Le secteur gazier suisse tente de constituer des réserves de gaz dans des réservoirs situés dans les pays voisins. En outre, des contrats pour des livraisons supplémentaires de gaz non russe doivent être conclus. Si la Russie devait continuer à réduire ses livraisons de gaz vers l'Europe, la Confédération entend réagir d'abord par des appels à l'économie pour la population et, dans une dernière étape, par un rationnement. Les restrictions toucheraient en premier lieu les entreprises industrielles qui utilisent du gaz naturel dans leur production.

[Le Conseil fédéral](#) estime également qu'une situation de pénurie est possible en matière d'approvisionnement en électricité. En France, de nombreuses centrales nucléaires sont actuellement en cours de révision, notamment parce que des dommages dus à la corrosion ont été découverts sur d'anciens réacteurs ([NY Times](#)). En outre, il semble que les barrages suisses ne seront pas assez remplis jusqu'à l'automne ([Tagesanzeiger](#), Paywall). Le Conseil fédéral veut également réagir à ces risques par des appels aux économies et, en cas de menace de pénurie, par un rationnement pour les gros consommateurs ou des coupures de courte durée. Pour en savoir plus, consultez le [Tagesanzeiger](#) ([ici](#) (Paywall) et [ici](#)) et la [NZZ](#) (Paywall).

L'[UDC](#) profite de l'insécurité de l'approvisionnement pour attaquer la stratégie énergétique adoptée par le peuple. Le parti demande notamment des investissements de 20 milliards de CHF dans un approvisionnement énergétique indépendant, la planification et la réalisation immédiates de nouvelles centrales nucléaires, la construction de dépôts de gaz naturel en Suisse

ainsi que la suspension du droit de recours des associations afin de réaliser plus rapidement les projets de centrales.

Les interventions de l'[UDC](#), du [PLR](#) et du centre visant à réduire les taxes sur les carburants et à atténuer ainsi la hausse des prix de l'énergie ont été rejetées par le Parlement lors de la session d'été. Plus d'informations à ce sujet dans la [Handelszeitung](#). La hausse des prix des carburants n'a pas fait baisser la consommation de la Suisse, comme le rapporte le [Tages-Anzeiger](#).

L'[UDC](#) soutient également l'idée de réactiver d'anciens projets d'extraction de gaz naturel en Suisse. Le parti demande au Conseil fédéral "d'examiner sérieusement" l'extraction de gaz naturel en Suisse. Des réserves sont supposées en Suisse romande et au Tessin, mais il n'existe pas d'études géologiques complètes. Les plans sont les plus avancés au Tessin, où un groupe d'investisseurs estime pouvoir extraire du gaz d'ici 2025. En Suisse, seul le site de Finsterwald dans l'Entlebuch avait jusqu'à présent fait l'objet d'une exploitation de gaz naturel, de 1985 à 1994. Plus d'informations dans le [Sonntageszeitung](#) (Paywall) ainsi que dans le [Tages-Anzeiger](#) ([ici](#) et [ici](#), Paywall).

Vagues de chaleur en Suisse - risques pour la santé et fonte des glaciers

En 2022, la Suisse a enregistré le deuxième mois de juin le plus chaud depuis le début des mesures en 1864. Selon [MétéoSuisse](#), les valeurs maximales journalières ont atteint de nouveaux records en juin sur plusieurs sites de mesure. En juillet, une deuxième vague de chaleur encore plus intense s'est produite, si bien qu'une [alerte à la canicule a été lancée](#) pour toute la Suisse, à l'exception de l'espace alpin. Le 25 juillet, [MétéoSuisse](#) a déterminé que l'[isotherme zéro degré](#) était monté à 5184 mètres. Il s'agit de la valeur la plus élevée jamais enregistrée.

Les spécialistes s'attendent à ce que plusieurs centaines de personnes décèdent prématurément cet été en Suisse en raison de la chaleur, rapporte [SRF](#). En raison de la chaleur, près de 800 décès supplémentaires ont été enregistrés en Suisse durant l'été 2015. En raison de la sécheresse, la consommation d'eau a été limitée dans certaines localités. L'Office fédéral de

l'environnement a enregistré dans plusieurs rivières les températures les plus élevées depuis le début des mesures (SRF). Le niveau de certains cours d'eau ayant fortement baissé et l'eau s'écoulant plus rarement s'étant réchauffée, des poissons ont été pêchés dans plusieurs cantons et déplacés vers des tronçons de rivière plus frais. En raison des températures élevées de l'Aar, la centrale nucléaire de Beznau, qui est refroidie par l'eau du fleuve, a dû réduire sa puissance de moitié. L'Office fédéral de l'énergie a empêché un arrêt complet en raison de la sécurité d'approvisionnement (nau.ch). Les bas niveaux d'eau affectent également le trafic fluvial sur le Rhin. Afin d'assurer l'approvisionnement en mazout et en carburants, l'[Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays](#) a libéré des réserves obligatoires. Plus d'informations à ce sujet dans le [Blick](#), chez [Nau](#) et dans la [NZZ](#).

La chaleur fait également fondre les glaciers plus rapidement. Les spécialistes s'inquiètent de leur état. Outre la chaleur précoce et intense, les glaciers souffrent du fait qu'il y a eu peu de neige en hiver et qu'en outre, beaucoup de poussière du Sahara s'est déposée, ce qui assombrit la surface et permet d'absorber davantage de rayonnement solaire. Les spécialistes mettent en garde contre le fait que des effondrements de glaciers comme celui qui s'est produit début juillet dans les Dolomites et qui a entraîné la mort de onze personnes, sont également possibles en Suisse. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (Paywall) et sur [SRF](#).

Des simulations de l'EPF de Zurich et de l'Université de Fribourg montrent à quelle vitesse les glaciers d'Aletsch, du Rhône et d'autres grands glaciers de Suisse vont fondre à l'avenir. Sans mesures de protection du climat, quatre des cinq plus grands fleuves de glace disparaîtront complètement d'ici 2075. Seul le glacier du Gorner laissera un petit reste d'ici là. Le [Tagesanzeiger](#) montre le recul des glaciers en accéléré.

Le changement climatique a également pour effet de rendre les Alpes plus vertes. Dans une [étude publiée](#) dans [Science](#), des chercheurs des universités de Bâle et de Lausanne montrent comment la croissance de la végétation a augmenté dans les Alpes européennes au-dessus de la limite des arbres. L'analyse des données sa-

tellites de 1984 à 2021 montre clairement que les espèces végétales de basse altitude migrent vers les hauteurs. Les plantes spécialisées qui se sont adaptées à l'altitude sont ainsi mises sous pression. Certes, la biomasse et le stockage de CO₂ augmentent, mais la biodiversité diminue. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (Paywall).

L'empreinte CO₂ de la Suisse est 20 à 30 fois plus importante

Les émissions de CO₂ produites en Suisse représentent à peine 0,1% des émissions mondiales. Mais si l'on ajoute les émissions dont sont responsables les groupes actifs en Suisse, on arrive à 2-3%. C'est ce qu'a montré une [étude du cabinet de conseil McKinsey](#), commandée par l'association économique Economiesuisse et le WWF. Cela correspond à peu près à l'empreinte CO₂ de l'Indonésie, du Japon ou du Brésil. Les importations et les voyages en avion génèrent une fois et demie plus de CO₂ que les émissions domestiques suisses. La plus grande part est due aux activités des entreprises actives au niveau mondial et au monde de la finance. Plus d'informations dans la [NZZ am Sonntag](#) (Paywall).

Initiative pour les glaciers : on continue à peaufiner le contre-projet indirect

Le 15 juin, le Conseil national a approuvé le [contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers](#) et a ainsi suivi la proposition de sa commission de l'environnement. L'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 doit devenir une loi. Celle-ci doit également fixer une trajectoire de réduction contraignante ainsi que des mesures d'encouragement concrètes. Entre autres, le remplacement des chauffages fossiles et électriques par des pompes à chaleur et des réseaux de chaleur doit être soutenu sur dix ans avec un total de 2 milliards de CHF ; dans l'[Aargauerzeitung](#) (Paywall), une analyse à ce sujet du climatologue Anthony Patt. Le Conseil des Etats se penchera probablement à l'automne sur l'initiative sur les glaciers. La commission de l'environnement du Conseil des Etats souhaite toutefois affaiblir les mesures. Le fonds qui soutient le remplacement des chauffages doit être divisé par deux, ce qui permettrait de financer également d'autres rénovations

de bâtiments. Il n'est pas certain que le [comité d'initiative](#) retire son initiative ou la maintienne, de sorte que le peuple votera tout de même sur l'initiative. Plus d'informations à ce sujet dans la [NZZ](#) (Paywall) et le [Tages-Anzeiger](#).

De nombreuses stratégies visant à atteindre l'objectif net zéro d'ici 2050 misent sur les émissions négatives, c'est-à-dire le prélèvement de CO₂ dans l'air et son stockage, soit par voie biologique, soit par reboisement, soit par voie technologique. La stratégie climatique de la Confédération fait confiance à de telles émissions négatives, la proposition du Conseil national pour un contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers ne l'exclut pas. Le [magazine "die umwelt"](#) de l'Office fédéral de l'environnement présente différentes technologies permettant d'éliminer directement le CO₂ de l'air.

La consommation d'énergie augmente, le développement des installations solaires aussi

En 2021, la consommation finale d'énergie de la Suisse a augmenté de 6,3%. En raison des mesures prises contre la pandémie Covid-19, elle avait baissé de 10,6% l'année précédente. L'[Office fédéral de l'énergie](#) explique cette hausse par l'assouplissement des restrictions contre la pandémie, par le temps plus froid qu'en 2020 et par la tendance à la croissance à long terme de la population résidente, du produit intérieur brut ainsi que du parc de logements et de véhicules à moteur.

La puissance des nouvelles installations photovoltaïques mises en place en 2021 a également augmenté. Selon l'[Office fédéral de l'énergie](#), elle a augmenté de 43% par rapport à l'année précédente. La part de l'électricité solaire dans la consommation d'électricité en Suisse n'est cependant toujours que d'environ 5%. D'énormes efforts sont encore nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques : la Suisse a besoin d'environ 13 fois plus de puissance solaire qu'aujourd'hui pour réussir à sortir des énergies fossiles et du nucléaire. Pour en savoir plus, consultez [Swissolar](#).

Même la nette augmentation des installations solaires ne change rien au fait que, comparée à l'international, la Suisse est toujours très en

retard en matière de nouvelles énergies renouvelables. Selon une étude succincte de la [Fondation suisse de l'énergie](#), la Suisse n'occupe que la 23^e place parmi les 28 pays européens étudiés en termes de production d'énergie solaire et éolienne par habitant, une position quasiment inchangée par rapport à l'année précédente. A titre de comparaison, le Danemark et la Suède produisent environ huit fois plus d'électricité par habitant à partir de l'énergie solaire et éolienne que la Suisse.

Nouvelles idées et projets d'énergie renouvelable

L'[Alliance-Environnement](#) a présenté un plan détaillé sur la manière dont l'approvisionnement énergétique de la Suisse peut être assuré et transformé de manière à ce qu'il n'y ait plus d'émissions de CO₂ à partir de 2035. En même temps, le plan montre comment la biodiversité peut être assurée en Suisse. L'Alliance met en garde contre l'utilisation d'espaces naturels intacts pour le développement de la production d'électricité. Les objectifs climatiques doivent être atteints grâce à un développement accéléré du photovoltaïque sur les infrastructures existantes, à la réduction de la consommation d'énergie, à l'énergie hydraulique d'accumulation ainsi qu'à une planification des sites et des projets d'installations de production d'énergie qui tiennent compte simultanément de la protection du climat, des biotopes et des espèces. Rien qu'en rénovant les bâtiments et en augmentant encore l'efficacité, il serait possible de réduire la consommation totale d'énergie de la Suisse de 41% d'ici 2035. Pour ces mesures, l'Alliance-Environnement prévoit un coût total de 55 milliards de CHF d'ici 2050. Les coûts climatiques et de santé qui pourraient être évités grâce à un tournant énergétique rapide sont presque trois fois plus élevés. Plus d'infos sur [srf.ch](#).

Les membres de l'association économique [swisscleantech ont](#) adopté [une prise de position](#) sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité. L'association demande un développement rentable et accéléré des énergies renouvelables. Pour cela, il faut davantage de compromis en matière de protection du paysage et du patrimoine. Néanmoins, la biodiversité doit être mieux protégée.

Ordonnances sur l'énergie : En révisant plusieurs ordonnances dans le domaine de l'énergie, le [Conseil fédéral](#) veut renforcer les instruments de promotion de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. [swisscleantech](#) salue ces modifications, car elles augmenteraient la sécurité de planification. En outre, l'association soutient le fait que le montant de la promotion doit être déterminé par le biais de ventes aux enchères ; elle estime toutefois que la limite pour les ventes aux enchères est trop basse. La [Fondation suisse de l'énergie](#) demande également une augmentation de la limite à partir de laquelle les projets doivent participer à des enchères. Les taux de rétribution bas pour le photovoltaïque sont également critiqués.

Energie solaire : les projets d'installations solaires dans les Alpes continuent de susciter le débat. Les associations environnementales critiquent surtout les installations qui n'utilisent pas les infrastructures existantes, mais qui sont installées sur des surfaces libres. Pour le parti des Verts, ces installations solaires dites au sol sont désormais une option pour atteindre les objectifs énergétiques. Dans une prise de position, ils préconisent de grandes installations solaires en dehors des zones constructibles ; l'espace alpin et les terres agricoles pourraient être utilisés pour réaliser de telles installations solaires. Plus d'informations dans la [NZZ am Sonntag](#) (Paywall).

"[Energie Zukunft Schweiz](#)" veut rendre la Suisse moins dépendante des importations grâce à des centrales solaires sur les grands lacs. Selon l'entreprise de conseil en énergie, 5% de la surface des dix plus grands lacs suisses suffiraient à couvrir un quart de la consommation totale d'électricité du pays. Les associations environnementales telles qu'Aqua Viva jugent ces projets de manière critique. Plus d'informations sur [srf.ch](#).

Le Conseil national veut que les CFF et l'Office fédéral des routes utilisent leur potentiel pour des installations photovoltaïques : Les parois antibruit, les façades et les toits dont ils sont propriétaires doivent être utilisés pour produire de l'électricité. Deux motions correspondantes ont été adoptées. Plus d'informations dans le [Blick](#). [Patrimoine suisse](#) réclame une nouvelle culture solaire et montre dans un dossier avec

de nombreux exemples comment la protection du climat, la culture du bâtiment et la biodiversité peuvent être combinées dans l'utilisation de l'énergie solaire.

Géothermie : les politiciens de tous les partis demandent au Conseil fédéral d'élaborer un plan pour améliorer l'exploitation de la géothermie. Il ne s'agit pas d'installations qui exploitent la chaleur à 4 kilomètres de profondeur ou plus, mais à des profondeurs de 500 mètres à 3 kilomètres. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Energie hydraulique : l'[entreprise d'électricité grisonne Repower](#) veut réaliser le grand projet de centrale de Chlus. Les plans visant à utiliser le dénivelé entre Küblis et le Rhin pour produire de l'électricité existent depuis des décennies. Repower estime désormais que les conditions générales sont favorables et espère que la Confédération prendra en charge la moitié des 400 millions de CHF d'investissements. Plus d'informations dans la [NZZ am Sonntag](#).

Plus de trafic, plus d'émissions et un nouveau départ pour des billets d'avion plus chers

En 2021, le trafic routier a émis 1,5% de CO₂ de plus que l'année précédente. Toutefois, selon la [statistique CO₂](#), les émissions de l'essence et du diesel [en 2021](#) sont encore inférieures aux valeurs de 2019, avant la pandémie de Covid-19. Si les émissions n'ont pas augmenté plus fortement l'année dernière, cela est dû non seulement à la pandémie, mais aussi à la part croissante des véhicules électriques. En 2021, la part des véhicules dits branchables (véhicules électriques et hybrides plug-in) dans les nouvelles voitures de tourisme mises en circulation s'élevait à 22,5%, contre 14,4% l'année précédente. Néanmoins, selon l'[Office fédéral de l'énergie](#), les émissions moyennes de CO₂ des nouvelles voitures de tourisme ont augmenté à 129,8 g de CO₂ par kilomètre, contre 123,6 g l'année précédente.

La part croissante des véhicules électriques a également des répercussions sur le financement des routes. Cette infrastructure est aujourd'hui financée par des taxes sur l'essence et le diesel, les voitures électriques ne payant rien. Pour assurer le financement, le Conseil fédéral veut

donc introduire une taxe de remplacement pour les véhicules électriques à partir de 2030. Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#).

Les derniers calculs de l'[Office fédéral du développement territorial](#) montrent que les transports entraînent des dommages climatiques et environnementaux considérables. Ainsi, les coûts externes de tous les modes de transport s'élèvent à 14 milliards de CHF pour 2019, soit 1,4% de plus qu'en 2018 et l'équivalent de 1600 CHF par personne. 70% sont causés par le trafic routier motorisé, 11% par le trafic aérien et 8% par le trafic ferroviaire. Les dommages les plus importants sont dus à la contribution au changement climatique et à la perte d'habitats pour la faune et la flore par les routes, les voies ferrées et les aéroports. Les maladies cardiovasculaires et respiratoires causées par le bruit du trafic ou la pollution de l'air entraînent la mort prématurée de personnes, faisant perdre 17500 années de vie par an. En outre, le trafic provoque des pertes de récoltes de 233 000 tonnes de denrées alimentaires.

Malgré cela, la Confédération prévoit de vastes extensions du réseau autoroutier d'ici 2040 dans le cadre de la stratégie globale des transports. Les coûts sont estimés à 34 milliards de francs suisses. L'Association Transports et Environnement (ATE) veut empêcher ces plans par le biais d'une initiative populaire. Une proposition en ce sens, visant à ancrer dans la Constitution un moratoire sur la réduction de la capacité des routes nationales, est en cours d'élaboration. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

L'ATE s'occupe encore d'une deuxième initiative populaire : en collaboration avec l'organisation Umverkehr, l'association veut obtenir l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion par une modification de la Constitution. En refusant la loi sur le CO₂ en juin 2021, le peuple avait rejeté cet instrument de protection du climat. La taxe sur les billets continue de susciter l'adhésion : selon un sondage de l'institut d'études de marché GfS Zurich, trois quarts des personnes interrogées soutiendraient une telle taxe. Plus d'informations dans la [NZZ am Sonntag](#) (Paywall).

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat

Le [Conseil des Etats](#) ne veut pas ouvrir la voie à la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse. Il a clairement rejeté une motion en ce sens du conseiller aux Etats UDC Hansjörg Knecht.

Le [Conseil fédéral](#) a approuvé un nouvel accord permettant de comptabiliser des projets de protection du climat à l'étranger. Cette fois-ci, il concerne l'Ukraine. Le Conseil fédéral estime que cet accord peut contribuer à une reconstruction respectueuse du climat de ce pays touché par la guerre. L'un des objectifs est de mettre en place une infrastructure énergétique exempte d'énergies fossiles.

Politique climatique européenne

Politique climatique et politique énergétique européennes en contradiction

Il est difficile de comprendre la jungle européenne des lois sur l'énergie et le climat actuellement en négociation. Voici une tentative de synthèse.

Politique climatique : le "[deal vert européen](#)" a été présenté fin 2019 et doit permettre à l'UE de passer à une économie durable et efficace dans l'utilisation des ressources, et respectueuse du climat. Pour ce faire, l'UE veut notamment atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, faire progresser l'économie circulaire et soutenir les personnes et les régions les plus pauvres dans cette transition. La [loi européenne sur le climat](#) consacre à la fois cet objectif de 2050, ainsi que celui de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % (par rapport à 1990) d'ici 2030. Pour atteindre l'objectif climatique de 2030, la Commission européenne a présenté en juillet 2021 son vaste [paquet législatif "Fit for 55"](#). Les détails de ce très gros paquet législatif sont depuis lors négociés par le Conseil européen et le Parlement européen.

Politique énergétique : en février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine. La guerre qui se poursuit n'entraîne pas seulement de grandes souff-

frances, elle place également l'Europe devant de grands défis en matière de politique énergétique. [L'Europe importe](#) 90% de ses besoins en gaz naturel, 97% de son pétrole et 70% de son charbon. La Russie est le [plus grand fournisseur d'énergie de l'Europe](#). C'est précisément ce qui doit changer. En mars 2022, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont convenu de mettre fin dès que possible à la dépendance de l'Europe vis-à-vis des importations d'énergie russe. En mai 2022, la Commission européenne a publié à cet effet le plan "[REPowerEU](#)". Il existe bien des synergies avec les objectifs climatiques, comme par exemple le développement accéléré des énergies renouvelables, mais pas seulement.

Le plan "REPowerEU" prévoit également d'investir 10 milliards d'euros dans de nouvelles infrastructures gazières afin de réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis du gaz russe. Deux autres milliards doivent être dépensés pour la conversion des centrales au gaz en centrales au charbon. Une partie de ces investissements serait financée par la vente de certificats d'émission supplémentaires du Système d'Échange de Quotas d'Émission de l'UE (SEQUE-UE).. Ce qui, à son tour, saperait le SEQUE-UE. Les ONG ne sont pas les seules à critiquer ces points faibles de la proposition REPowerEU. Dans [un récent rapport](#), la Cour des comptes européenne a également mis en garde contre des problèmes "considérables" et des défis pratiques ; le plan enfreint les principes environnementaux de l'UE et risque de ne pas atteindre ses objectifs de financement. Plus d'informations sur [Carbon Puls](#) (Paywall).

Nouvelle infrastructure gazière en réponse à la guerre en Ukraine

De nombreux pays européens souhaitent développer rapidement leur infrastructure de gaz naturel et trouver de nouveaux importateurs de combustibles fossiles. L'Allemagne, l'Italie, la Grèce et les Pays-Bas prévoient de nouveaux terminaux pour l'importation de gaz liquéfié. L'Allemagne veut construire quatre nouveaux terminaux d'importation flottants à court terme et deux terminaux fixes d'ici 2027. Les États-Unis ont signé un contrat pour l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) supplémentaire vers

l'UE. Le Qatar et l'Égypte ont conclu un contrat similaire avec l'Allemagne. Le Qatar a annoncé son intention de doubler ses exportations de GNL. Le Nigeria, le Niger et l'Algérie veulent réactiver l'ancien gazoduc transsaharien pour le transport de gaz, et le Sénégal, qui n'a jamais exporté de gaz jusqu'à présent, veut désormais en proposer à l'Europe. Une analyse de [Climate Action Tracker](#) montre à quel point cette extension est dangereuse pour les objectifs de protection du climat. Plus d'informations dans le [Guardian](#)

Les pays de l'UE veulent réduire leur consommation de gaz de 15% pendant l'hiver

En juillet, les États membres de l'UE se sont mis d'accord pour réduire volontairement entre août 2022 et fin mars 2023 leur consommation de gaz de 15% par rapport à leur consommation moyenne des cinq dernières années. L'UE veut ainsi se préparer à d'éventuelles interruptions des livraisons de gaz en provenance de Russie. L'accord n'a toutefois été possible qu'après l'obtention d'une dérogation pour de nombreux États membres. L'Espagne, le Portugal et l'Italie, entre autres, ne doivent réduire leur consommation que de 7%. Le règlement prévoit toutefois aussi la possibilité de déclencher une "alerte de l'Union" en cas de grave pénurie de gaz ; dans ce cas, les économies deviendraient obligatoires. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (Paywall) et la [Commission européenne](#)

Le gaz et le nucléaire sont les nouveaux verts

Dans le cadre d'une nouvelle taxonomie visant à créer plus de transparence et de clarté dans les produits financiers durables, la Commission européenne a demandé à ce que les investissements dans les centrales à gaz et nucléaires soient considérés comme respectueux du climat sous certaines conditions . Cette proposition a suscité de vives critiques de la part des ONG et de certains pays de l'UE. Malgré cela, le Parlement européen a approuvé la proposition de la Commission. Pour en savoir plus, voir [SES](#) et [NZZ](#) (paywall).

Des voitures neuves sans émissions à partir de 2035

Les ministres de l'environnement de l'UE se sont mis d'accord sur le fait que les voitures neuves vendues dans l'UE ne pourront plus émettre de CO₂ à partir de 2035. De facto, plus aucune voiture à moteur à combustion ne pourra être vendue à partir de cette date. L'Italie, la Slovaquie et d'autres pays voulaient repousser la sortie à 2040, mais ont ensuite soutenu un compromis proposé par l'Allemagne, qui maintient l'objectif de 2035, mais prévoit d'examiner si les véhicules hybrides ou les carburants neutres en CO₂ pourraient également être considérés comme neutres pour le climat. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [Tagesanzeiger \(Paywall\)](#).

Plus d'énergie éolienne pour l'Allemagne

Le gouvernement fédéral allemand s'est fixé pour objectif de doubler l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030. La "loi sur l'éolien terrestre" doit permettre d'accélérer considérablement le développement de l'énergie éolienne en Allemagne. Désormais, 2% de la surface du pays doivent être affectés à l'énergie éolienne terrestre. Actuellement, ce chiffre est de 0,8%, mais seuls 0,5% sont effectivement disponibles. Le gouvernement fédéral veut désormais fixer par la loi des objectifs de surface obligatoires pour les Länder. Il appartiendra aux Länder de décider comment atteindre leurs objectifs de surface. Ceux-ci doivent être mis en œuvre d'ici fin 2032. En outre, les procédures de planification et d'autorisation doivent être considérablement accélérées. Avec la loi sur les énergies renouvelables, les objectifs de développement des énergies renouvelables sont également nettement revus à la hausse. En 2030, 80% de l'électricité devra ainsi être produite à partir d'énergies renouvelables. Pour en savoir plus, consultez le site [de l'Office allemand d'information](#).

La France prépare le redémarrage d'une centrale à charbon

Face à la crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine, la France prévoit de redémarrer la centrale à charbon de Saint-Avold dans le nord-ouest, près de la frontière alle-

mande. La centrale, qui n'a été déconnectée du réseau que fin mars, devrait être remise en service l'hiver prochain à titre préventif. Le gouvernement souligne que cela ne change rien à la décision fondamentale de sortir du charbon. A l'exception d'une centrale de réserve, il s'agit de la dernière centrale à charbon en France. Le gaz naturel russe ne joue certes pas un grand rôle pour la France. Mais près de la moitié des centrales nucléaires ne fonctionnent pas en ce moment en raison de pannes ou de travaux de maintenance, de sorte que les réacteurs fournissent moins d'électricité que d'habitude, plus d'informations sur [SR.de](#).

La Grande-Bretagne doit concrétiser son plan net zéro

Un tribunal britannique a déclaré illégal le plan "net zero" du gouvernement, car il ne contient pas assez de mesures concrètes et n'indique pas suffisamment comment l'objectif sera atteint. Le juge a ordonné au législateur de publier une stratégie actualisée et plus concrète avant la fin mars 2023. La plainte avait été déposée par Friends of the Earth, ClientEarth et le Good Law Project. [Sky News](#) et [BBC News](#)

La Finlande se fixe l'objectif climatique le plus ambitieux au monde

La Finlande veut être le premier pays industrialisé à atteindre un objectif net zéro en 2035 et un objectif net négatif en 2040, c'est-à-dire à absorber plus de CO₂ qu'elle n'en émet. Cet objectif doit être atteint sans recourir à des certificats internationaux. L'objectif a été fixé sur la base de l'analyse d'un groupe d'économistes indépendants. Ils ont calculé la part équitable de la Finlande du budget CO₂ restant, en se basant sur la part de la population mondiale, la puissance économique et la responsabilité historique dans le changement climatique. C'est la première fois qu'un pays se fixe un objectif sur cette base. La réalisation par la Finlande de ses objectifs climatiques dépend en grande partie de ses forêts, qui couvrent les trois quarts du pays. Récemment, la Finlande a publié des chiffres selon lesquels ces forêts ont, pour la première fois, émis plus de CO₂ qu'elles n'en ont absorbé. Les émissions dues à la déforestation ont augmenté au cours des dix dernières an-

nées, car les arbres sont abattus plus rapidement que plantés pour l'industrie du papier et la production d'énergie. Plus sur [Climate Change News](#).

Politique climatique américaine

La Cour suprême américaine limite la marge de manœuvre de l'Agence de protection de l'environnement

Dans un jugement récent, la Cour suprême américaine, majoritairement conservatrice, a clairement limité les compétences de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) en matière de politique climatique. Devant le tribunal, il s'agissait de savoir comment l'EPA pouvait réglementer les centrales à charbon. Avec un quart des émissions, le secteur de l'électricité est le deuxième plus gros émetteur des Etats-Unis, après les transports.

Par 6 voix contre 3, la Cour a décidé que si l'EPA peut réglementer les émissions des centrales électriques individuelles, elle ne peut pas établir de normes pour le passage de l'approvisionnement énergétique des combustibles fossiles aux sources renouvelables. La dernière décision de la Cour suprême stipule que ni l'EPA ni aucune autre agence américaine ne peut édicter des règles de grande portée, à moins que le Congrès n'ait expressément autorisé de telles règles. Cela pourrait également avoir des conséquences plus larges sur les règles d'autres autorités, par exemple une proposition de règle de la Commission des opérations de bourse qui obligerait les sociétés financières proposant des titres à déclarer les risques liés au climat. [Les organisations de lobbying de l'industrie des énergies fossiles](#) avaient fait pression en amont pour que la décision soit prise.

Ce jugement supprime l'un des instruments de régulation les plus efficaces pour réduire les émissions de CO₂. Cela porte un nouveau coup aux efforts du président Joe Biden pour restaurer la crédibilité des Etats-Unis en matière de protection du climat. Bidens veut que les Etats-Unis produisent 100% d'électricité sans CO₂

d'ici 2035. [New York Times](#) (Paywall), [The New Yorker](#) (Paywall), [Inside Climate News](#) et [NPR](#).

Les États-Unis vont-ils quand même adopter une loi ambitieuse sur le climat ?

Le président américain Biden et le parti démocrate tentent depuis des mois de faire adopter un grand paquet climatique. Mais à la mi-juillet, cela semblait encore impossible, car l'un des sénateurs démocrates, Joe Manchin de l'Etat du charbon de Virginie, avait refusé d'approuver un tel paquet législatif. Le Sénat étant divisé par 50 voix contre 50 et les républicains étant uniformément opposés à un tel paquet législatif, les démocrates ont besoin du soutien unanime de leur parti et du vote décisif de la vice-présidente Harris. L'opposition de Manchin a donc été dès le départ le principal obstacle à l'adoption du plan, qui lui confère un droit de veto de fait sur son contenu.

Aujourd'hui, Joe Manchin a changé d'avis et est favorable à la loi sur la réduction de l'inflation. On ne sait pas exactement ce qui a fait changer Joe Manchin d'avis. Il est possible qu'il s'agisse d'une promesse du président Biden selon laquelle le Congrès adoptera à l'automne une loi supplémentaire pour autoriser les projets d'infrastructures énergétiques, y compris les gazoducs. Cela ouvrirait la voie au gazoduc de la Mountain Valley, qui transporterait le gaz de schiste des Appalaches de Virginie occidentale, un projet pour lequel Manchin milite depuis longtemps. Rien que l'année dernière, Joe Manchin a récolté [plus de 730'000 USD](#) grâce aux dons des compagnies pétrolières et gazières.

Si l'Inflation Reduction Act, qui vise à atténuer les effets de l'inflation, est adopté, 369 milliards de dollars seraient notamment alloués à des projets climatiques et énergétiques. Bien que vaste, le plan est toutefois nettement moins ambitieux que le paquet législatif initialement proposé par les démocrates.

Les détails de l'Inflation Reduction Act sont encore en cours de négociation. Mais il est déjà clair que même s'il est à nouveau édulcoré, il s'agirait d'un net progrès dans la politique climatique américaine. Plus d'informations dans le [New York Times](#), le [New Yorker](#) et sur [Twitter](#).

Du nouveau sur le changement climatique

La vague de chaleur tient une grande partie du monde sous sa coupe

Dans plusieurs régions du monde, les températures ont atteint des niveaux records en juin et juillet. En juin 2022, les températures les plus chaudes depuis le début des enregistrements ont été mesurées au-dessus des régions terrestres du monde ([Carbon Brief](#)). En Europe, aux États-Unis et en Chine, les autorités ont mis en garde contre la chaleur dangereuse ; plus de 900 millions de Chinois étaient concernés par une alerte à la chaleur fin juillet ([NY Times](#)). En Inde, au Pakistan et dans d'autres régions d'Asie, les températures sont déjà supérieures à la moyenne depuis mars. Et une [nouvelle étude](#) montre que l'Arctique se réchauffe jusqu'à sept fois plus vite que la moyenne mondiale. Articles de synthèse dans le [Tages-Anzeiger](#), le [Guardian](#) et le [NY Times](#).

En Europe, les températures ont dépassé les 40°C en Espagne, en France et en Grande-Bretagne ; selon une [étude d'attribution](#), la probabilité d'une vague de chaleur en Grande-Bretagne a été multipliée par au moins dix en raison du changement climatique ([Carbon Brief](#)). La chaleur a provoqué des incendies de forêt parfois dévastateurs. La Gironde en France a été particulièrement touchée et des milliers de personnes ont dû être évacuées ([Guardian](#)). Selon The [Economist](#), 1756 incendies de forêt ont été enregistrés dans l'UE jusqu'à la mi-juillet, détruisant trois fois plus de surface que la moyenne des années 2006 à 2021 ; des graphiques clairs à ce sujet sont disponibles dans le [Guardian](#). Outre la chaleur, la grande sécheresse favorise la naissance et la propagation des incendies. Ainsi, l'Espagne et le Portugal connaissent les conditions les plus sèches depuis 1200 ans ([Guardian](#)). En Italie, le gouvernement a décidé l'état d'urgence en raison de la grave sécheresse qui sévit dans de nombreuses régions du pays ([Die Zeit](#)).

La chaleur constitue un fardeau considérable pour la santé et entraîne la mort prématurée de milliers de personnes ([Spiegel](#), [NY Times](#)). La chaleur et d'autres phénomènes météorolo-

giques extrêmes sont également à l'origine d'une augmentation de la violence à l'encontre des femmes et des membres de minorités sexuelles. C'est ce que montre une [méta-étude](#) publiée dans [Nature](#), qui a analysé les recherches sur les actes de violence commis après des vagues de chaleur, des inondations, des sécheresses et des cyclones au cours des deux dernières décennies.

En raison de la chaleur, l'utilisation de climatiseurs inefficaces augmente. Le [NY Times](#) et le [NZZ](#) (Paywall) présentent des approches permettant de refroidir de manière plus intelligente et en consommant moins d'énergie.

Les vagues de chaleur sont devenues plus fréquentes et plus intenses en raison du changement climatique provoqué par l'homme, comme le montrent diverses études. La vague de chaleur qui a frappé l'Asie du Sud en mai dernier est devenue 30 fois plus probable, comme le montre une [étude](#). Selon la climatologue [Friederike Otto de l'Imperial College London](#), la fréquence des vagues de chaleur a été multipliée par 100 ou plus rien qu'en Europe ([Guardian](#)). En Europe, les vagues de chaleur augmentent plus rapidement en fréquence et en intensité que dans presque toutes les autres parties du monde ([NY Times](#)). Une [étude](#) récemment publiée dans [Nature Communications](#) attribue notamment ce phénomène aux modifications du jet stream.

Le méthane réchauffe le climat plus que ce que l'on pensait jusqu'à présent

Le méthane est considéré comme un gaz à effet de serre particulièrement nocif pour le climat - sur une période de 20 ans, le méthane contribue plus de 80 fois plus au réchauffement de la planète que la même quantité de CO₂. Au cours des dernières années, la concentration de méthane dans l'atmosphère a nettement augmenté, même pendant la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021. Une étude publiée dans [Nature Communications](#) fournit une explication à ce phénomène : l'atmosphère perd sa capacité à dégrader le méthane présent. Cela s'explique notamment par le fait que les incendies de forêt libèrent davantage de monoxyde de carbone et qu'il y a donc moins de molécules capables de décomposer le méthane. Le méthane reste donc

plus longtemps dans l'atmosphère qu'auparavant et continue à réchauffer le climat. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [Spiegel](#).

L'extraction des matières premières entraîne des coûts élevés

L'extraction des énergies fossiles, des minerais métalliques et d'autres ressources minérales cause chaque année des dommages de 3 milliards de dollars dans le monde, d'après une [étude](#) publiée dans le [Journal for Cleaner Production](#). Tous les impacts environnementaux tels que les émissions de gaz à effet de serre et de particules fines, l'acidification et la perte de biodiversité qui résultent de l'extraction des matières premières, ont été pris en compte. Les dommages supplémentaires causés par la combustion des sources d'énergie et l'utilisation des matières premières n'ont pas été pris en compte. L'analyse montre que pour certains pays comme le Gabon, Madagascar et l'Afghanistan, les coûts environnementaux peuvent dépasser les bénéfices économiques générés par la vente des matières premières. Plus d'informations sur [Carbon Brief](#).

Prendre l'avion nuit encore plus au climat

Ce ne sont pas les émissions de CO₂ des avions qui pèsent le plus sur le climat, mais les traînées de condensation et autres gaz climatiques. Une [étude](#) publiée dans "[Nature Climate Change](#)" montre que les traînées de condensation et les gaz climatiques tels que les oxydes d'azote, la vapeur d'eau et les aérosols pourraient réchauffer le climat de 0,1 à 0,4 °C d'ici 2100. Cela signifie que dans le scénario le plus défavorable, près d'un tiers du réchauffement climatique à limiter à 1,5 °C serait dû à l'aviation. L'étude montre également clairement qu'il ne suffit pas de rendre le transport aérien neutre en termes d'émissions de CO₂. Même si des carburants synthétiques sont utilisés à l'avenir, les voyages en avion continueront à contribuer fortement au réchauffement climatique. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (Paywall).

Le transport de denrées alimentaires entraîne une augmentation des émissions de CO₂

Le transport mondial des denrées alimentaires représente près d'un cinquième de toutes les émissions de gaz à effet de serre dans le système alimentaire. C'est 3 à 7,5 fois plus que ce que l'on pensait jusqu'à présent. Pour l'[étude](#) publiée dans [Nature Food](#), l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire a été pris en compte, y compris les émissions liées au transport des engrais, des machines et des aliments pour animaux, ainsi que celles liées au transport des aliments eux-mêmes. La plupart des études précédentes ne prenaient en compte que les émissions liées au transport de chaque aliment jusqu'au point de vente. Ce sont surtout les consommateurs des pays riches qui sont responsables de ces émissions. Selon les auteurs de l'étude, 12,5% de la population mondiale sont responsables d'environ 46% des émissions liées au transport des denrées alimentaires. Les produits alimentaires et de luxe importés par avion ont une empreinte particulièrement importante. La plus grande partie des émissions n'est toutefois pas due au transport, mais à la production des denrées alimentaires elles-mêmes. Pour en savoir plus, consultez [Carbon Brief](#).

Moins de cyclones tropicaux, mais les tempêtes les plus violentes s'intensifient

La fréquence des cyclones tropicaux a diminué : A l'époque préindustrielle, plus de 100 événements de ce type se produisaient chaque année, contre 80 en 2012. L'[étude](#) publiée dans [Nature Climate Change](#) attribue cette diminution au réchauffement de la planète. A l'aide de simulations réalisées avec des modèles climatiques, les chercheurs montrent que le changement climatique provoqué par l'homme a modifié les conditions météorologiques, de sorte que les cyclones tropicaux se forment moins souvent. Les auteurs expliquent ce phénomène par le fait que deux systèmes de circulation importants de l'atmosphère terrestre (la circulation de Hadley et la circulation de Walker) se sont affaiblis, réduisant ainsi l'activité des averses et des orages tropicaux. Ces conclusions ne changent

toutefois rien au fait que les cyclones les plus puissants deviennent plus intenses et peuvent ainsi causer davantage de dégâts. Plus d'informations sur [Carbon Brief](#) et dans la [NZZ](#) (Pay-wall).

Le changement climatique conduit à de nouvelles injustices

Les États-Unis et la Chine, les deux plus gros émetteurs de CO₂, ont causé des pertes mondiales de revenus cumulées de plus de 1,8 milliard de dollars entre 1990 et 2014. Avec la Russie, l'Inde et le Brésil, ces cinq États ont été responsables de pertes mondiales totales de 6 milliards de dollars sur la période étudiée, ce qui correspond à environ 11% du produit intérieur brut mondial d'une année. C'est la conclusion d'une [étude du Dartmouth College](#) aux États-Unis. Selon les auteurs de l'étude, ce travail fournit une base scientifique permettant de décomposer les dommages causés par un seul émetteur à l'économie d'un autre pays. Les pays du Sud sont les plus touchés, notamment en raison de la baisse des rendements agricoles et de la diminution de la productivité du travail due au stress thermique. Ces nouvelles données pourraient à l'avenir jouer un rôle essentiel dans les plaintes relatives au climat. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et chez [Reuters](#).

Si le climat se réchauffe et que les événements extrêmes se multiplient, les personnes concernées pourraient décider d'émigrer. Une [étude publiée dans Nature Climate Change](#) conclut toutefois qu'en raison du changement climatique, la partie la plus pauvre de la population n'a pas les moyens de migrer. Dans un scénario d'émissions moyen, on observe une baisse de la migration de plus de 10 % chez les couches de population aux revenus les plus faibles. Sans mesures de protection du climat, jusqu'à 35% ne pourront plus émigrer. Ce sont surtout les plus pauvres des pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord qui sont les plus touchés par les conséquences du changement climatique et l'augmentation de la pauvreté. Plus d'informations dans [Carbon Brief](#).

Qu'est-ce qu'un bon journalisme climatique ?

Malgré les risques liés aux vagues de chaleur, de nombreux médias illustrent les reportages à ce sujet par des personnes qui s'amusent dans l'eau ou qui mangent de la glace. [Carbon Brief](#) explique quelles images permettent de représenter les risques climatiques de manière adéquate.

Les médias d'information ont encore du mal à rendre justice à la crise climatique sur le plan journalistique. Pour changer cela, Wolfgang Blau a cofondé l'[Oxford Climate Journalism Network](#). Blau demande que les reportages sur le climat soient intégrés dans toutes les rubriques d'un média et que les compétences en matière de climat ne soient pas limitées à certains spécialistes de la rédaction scientifique. Les thèmes climatiques sont également importants dans les reportages sur le sport, la santé, l'immobilier et les voyages. Selon Blau, il faut également d'autres critères pour sélectionner les actualités. Au lieu de mettre l'accent sur la nouveauté, la proximité géographique, la personnalisation et l'exclusivité, il faut accorder plus de poids à la pertinence et à l'intérêt public. Plus d'informations à ce sujet dans une [conférence de Blau](#) et au [Center for Journalism Ethics](#).

Merci et meilleures salutations de la part d'Anja et Thomas !

N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'y abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>